

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0650/07/09/22/HAAC - N°920 du Lundi le 31 Août 2026 Prix: 500 Fcfa

Site web: www.leconomistedutogo.tg

**SOCIETE DE GESTION
ET D'INTERMEDIATION
DU TOGO**

Tél:
(+228) 22 53 33 30
(+228) 22 53 33 40

Email:
sgitogo@sgitogo.tg

Adresse:
4691, Bld Gal GNASSINGBE Eyadéma
01 BP 2312 Lomé 01 (TOGO)

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Mobilité

Voitures électriques : gare aux mauvaises surprises à la recharge

Recharger une voiture électrique ne signifie pas que toute l'électricité payée finit dans sa batterie. Des tests montrent des pertes allant ... • (Page 08)

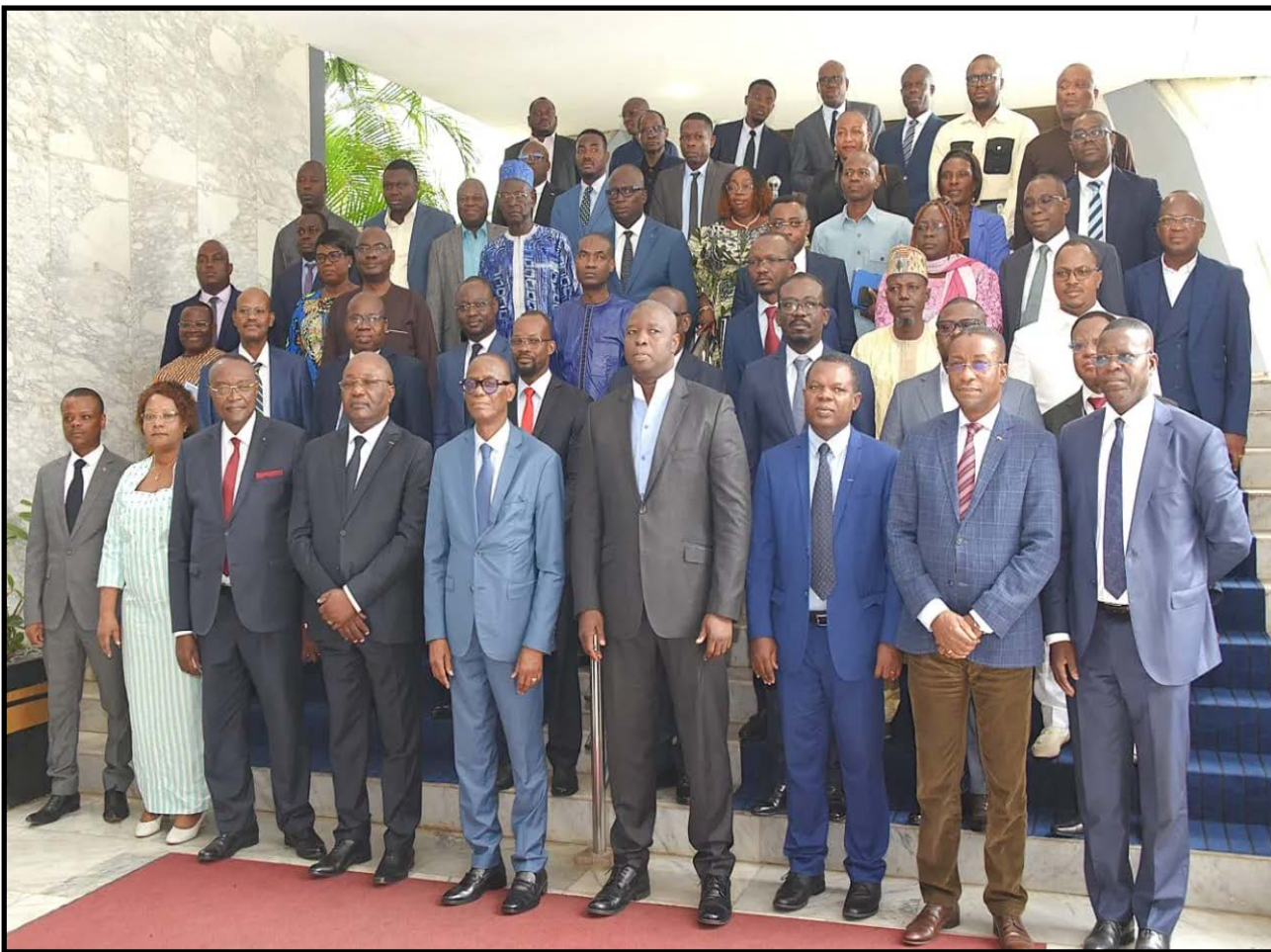
Monde

Les USA et le Venezuela signent un accord pétrolier historique
Washington et Caracas ont annoncé un accord qui verra les Etats-Unis prendre le contrôle majoritaire de plus ... • (Page 08)

Gouvernance économique

Le Togo se dote d'un gendarme de la comptabilité

• (Page 03)



Kpendjal

Deux hangars modernes réceptionnés au marché de Yiègou

Deux hangars modernes construits sur le site du marché de Yiègou dans la commune Kpendjal 2 ont été ... • (Page 02)

Intégrité territoriale du Togo L'opération Koundjoaré bouche les trous

Face à l'expansion des groupes armés terroristes dans le Sahel, le Togo a fait le choix d'une réponse anticipative et structurée. Lancée en 2018, l'opération Koundjoaré est devenue le ... • (Page 04)

Partenariat

Le Bénin prépare son premier Plan d'action national

Adhérent du Partenariat pour un gouvernement ouvert (Pgo) depuis janvier 2025, le Bénin poursuit l'élaboration de son premier Plan d'action national (Pan 1).... • (Page 06)

Opinion

La viabilité de la dette dont l'Afrique a besoin

Les réformes du Cadre de viabilité de la dette des pays à faible revenu doivent être mises en œuvre, à condition que n'être qu'une étape transitoire.... • (Pages 10, 11)

Dossier

• (Page 05)

Etudier hors d'Afrique : un business croissant... mais rentable ?



CANALBOX

88 66

Coût de l'appel : 20FCFA

NOUVEAU !

INTERNET FIBRE RAPIDE & ILLIMITÉ
SOUSCRIVEZ EN LIGNE

SCANNEZ ICI
OU RENDEZ-VOUS SUR

Q | CANALBOX-SOUSCRPTION.CPAY.TG



Kpendjal

Deux hangars modernes réceptionnés au marché de Yiègou

Deux hangars modernes construits sur le site du marché de Yiègou dans la commune Kpendjal 2 ont été réceptionnés le vendredi 28 août.



D'un montant de 16.745.998 F CFA, ces ouvrages sont composés de 14 places chacun. Ils sont réalisés par la mairie de Borgou, grâce aux Fonds d'appui aux collectivités territoriales (FACT), exercice 2025.

Ils s'inscrivent dans le cadre des réalisations de la commune et s'alignent dans la politique du gouvernement qui entend moderniser les infrastructures et créer les conditions favorables à l'épanouissement des populations à la base. Ces joyaux viennent remplacer les apatams qui exposaient les commer-

cants et leurs marchandises aux intempéries. Le secrétaire général de la préfecture de Kpendjal, Dale Tiompa et le maire, Tiwaga Pouguinimpo ont témoigné leur reconnaissance au gouvernement pour les aides financières qu'il octroie aux communes pour le développement de leurs localités. Ils ont convié la population à prendre soin des ouvrages.

Le chef du village de Yiègou, Ogamo Yendar a félicité la mairie de Borgou pour ces infrastructures qui viennent améliorer les conditions de travail des commerçantes. Il a promis de veiller au

bon usage de ces hangars par les bénéficiaires.

Outre la réception des hangars, cinquante-cinq enseignes pour l'identification des domaines administratifs de la commune ont été également réceptionnées.

La cérémonie s'est déroulée en présence du contrôleur financier de la région des Savanes Yargue Damibé, du représentant du trésorier de Kpendjal, Domingo Kokougah et des membres de la cellule de gestion des marchés publics de la mairie de Borgou.

ATOP

AUX DÉCIDEURS ...

Passer de l'engagement à l'action

Trois outils destinés à renforcer l'engagement du secteur privé dans l'action climatique. Une étape importante dans la stratégie de résilience du Togo. Mais au-delà de la cérémonie et des instruments mis en place, l'enjeu véritable est désormais de transformer ces outils en décisions concrètes, en investissements et en résultats mesurables.

Le changement climatique n'est plus une menace lointaine. Il se manifeste déjà à travers le dérèglement des saisons agricoles, les inondations, l'érosion côtière et la fragilisation des activités économiques. Pour un pays où une grande partie des populations dépend directement des ressources naturelles et des activités productives, la résilience climatique relève donc autant de la protection de l'environnement que de la sauvegarde de l'économie.

C'est précisément là que se situe l'intérêt des instruments lancés dans le cadre du projet NAP Readiness, financé par le Fonds vert pour le climat et mis en œuvre avec l'appui technique de la FAO.

La plateforme numérique d'informations climatiques et d'investissements, le Livret vert & climat du secteur privé et le plan de communication répondent à une difficulté souvent sous-estimée : l'accès à l'information et la capacité à identifier les opportunités de financement constituent encore des obstacles majeurs pour les entreprises qui souhaitent investir dans des solutions durables.

Une entreprise ne peut investir dans la transition écologique si elle ignore les mécanismes de financement disponibles, les opportunités de partenariat ou encore les données nécessaires à la prise de décision. La plateforme numérique peut donc devenir un véritable outil d'aide à l'investissement, à condition qu'elle soit régulièrement alimentée, accessible et effectivement utilisée par les opérateurs économiques.

Le Livret vert, quant à lui, doit dépasser le statut de simple document pédagogique. Il devra devenir un véritable guide pour accompagner les entreprises dans leur transformation vers des modèles économiques moins carbonés et plus résistants aux chocs climatiques.

Le rôle des organisations patronales sera déterminant. Le CNP-Togo, l'AGET, la CCI Togo et les organisations professionnelles disposent des réseaux nécessaires pour faire connaître ces instruments et accompagner leur appropriation. Leur implication doit désormais se traduire par une mobilisation permanente sur le terrain.

L'un des principaux défis reste celui du financement. Les ambitions climatiques du Togo ne pourront être réalisées sans une mobilisation importante de ressources publiques et privées. Le secteur financier doit, lui aussi, être pleinement associé à cette dynamique. Les banques, institutions de microfinance, investisseurs et mécanismes spécialisés devront développer des produits adaptés aux besoins des entreprises qui souhaitent engager leur transition.

Il faudra également créer les conditions permettant aux PME d'accéder plus facilement à ces financements. Car la transition climatique ne doit pas être réservée aux grandes entreprises disposant déjà des capacités techniques et financières nécessaires.

La lutte contre le changement climatique ne peut être l'affaire du seul gouvernement. Elle doit mobiliser l'État, le secteur privé, les institutions financières, les partenaires techniques et financiers, les collectivités et la société civile.

L'État doit créer un environnement favorable et assurer la cohérence des politiques publiques. Le secteur privé doit investir et innover. Les partenaires doivent poursuivre leur accompagnement. Les institutions financières doivent contribuer à orienter davantage les capitaux vers les activités durables.

Le Togo dispose désormais de trois instruments pour rapprocher ces différents acteurs. Il reste à leur donner toute leur portée.

Le plus important ne sera donc pas de compter le nombre d'entreprises ayant consulté la plateforme ou distribué le Livret vert. Il faudra mesurer les investissements climatiques effectivement mobilisés, les projets financés, les emplois verts créés et la capacité des entreprises à mieux résister aux risques climatiques.

Le secteur privé togolais est appelé à devenir un acteur majeur de la transition climatique. Il dispose désormais d'outils supplémentaires pour le faire. Le véritable enjeu est de passer de l'information à l'investissement, de l'engagement à l'action et des ambitions aux résultats.

M.T

Image du jour

VIOLENCES FAITES AUX ENFANTS ET AUX FEMMES ?

NE RESTEZ PAS SEUL(E), APPELEZ

NUMÉRO VERT

Allo 1011

Numéro Vert

GRATUIT • CONFIDENTIEL
DISPONIBLE 24H/24 - 7J/7

Un appel peut tout changer !

ÉCOUTE ET CONSEILS

PROTECTION ET ORIENTATION

CONFIDENTIALITÉ GARANTIE

Un appel peut sauver une vie.
Allo 1011, la ligne qui protège.

Ensemble, protégeons nos enfants et nos femmes.

Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	52,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes.

Source : tresor.economie.gouv.fr

Gouvernance économique

Le Togo se dote d'un gendarme de la comptabilité

Le Togo dispose désormais d'un cadre institutionnel dédié à la qualité de l'information comptable. Le Conseil National de la Comptabilité, (CNC-Togo), a été officiellement lancé ce jeudi 28 août 2026 à la salle Evala de l'Hôtel du 2 Février.

Dans son allocution, le Président du Conseil National de la Comptabilité (CNC-Togo), M. Elanyo EMEGNIMO, a planté le décor. Pour lui, « la qualité de l'information comptable est devenue une condition essentielle de la confiance des investisseurs, des partenaires économiques et de l'ensemble des citoyens ».

Il a rappelé que la mission du Conseil est de « créer les conditions d'une information comptable fiable, pertinente, comparable et conforme aux normes internationales ». M. EMEGNIMO a enfin appelé les membres nommés pour la mandature 2026-2029 à faire preuve de « professionnalisme, de rigueur et du sens de l'intérêt général » pour faire du CNC un organe « dynamique, crédible et proche des professionnels, des entreprises et des administrations ».

Le Gouvernement mise sur la performance et la redevabilité

Représentant le Ministre des Finances, M. Badanam PATOKI a inscrit la création



du Conseil National de la Comptabilité CNC dans la vision du Président Faure Essozimna GNASSINGBE.

Il a cité : « La gouvernance repose sur la clarté des engagements, la redevabilité et la responsabilité partagée. Chaque projet doit avoir un calendrier, un budget, un

responsable, et un suivi ». Selon le Ministre, « l'installation du Conseil National de la Comptabilité s'inscrit dans cet esprit » pour « renforcer la crédibilité de notre système d'information financière et contribuer à un environnement économique plus transparent et plus attractif ». Il a souligné que dans

un contexte OHADA et UEMOA, la comptabilité est « le langage de la transparence, de la bonne gouvernance et de la confiance ».

Un levier pour « faciliter l'attractivité des investissements et assurer la fiabilité des données financières ». M. PATOKI a détaillé les attributions du CNC

: avis sur la réglementation comptable, propositions au Conseil Comptable Ouest Africain, coordination de la recherche et diffusion de la documentation. Il a exhorté les membres à aller « au-delà de la conformité réglementaire » pour faire de la comptabilité « un outil stratégique de pilotage économique au service

du développement durable ». En clôturant, le Ministre a déclaré : « En acceptant cette mission, vous devenez les architectes de la confiance économique de notre pays ».

Puis, au nom du Gouvernement, il a officiellement lancé les activités du CNC-Togo. Comme l'a indiqué le discours du ministre Badanam PATOKI, le mandat de l'actuel bureau est de trois (03) ans, renouvelable une fois. La cérémonie était présidée par M. Badanam PATOKI, Ministre de l'Économie et de la Veille Stratégique, représentant M. Es-sowè Georges BARCOLA, Ministre de l'Économie, des Finances et du Budget. Il était accompagné du Secrétaire Général du ministère, M. Stéphane AKAYA, et de plusieurs Directeurs Généraux. Avec economie.gouv.tg



Le Togo en chiffres

	2023	2024
Croissance du PIB réel (FMI)	5,6 %	5,3 %
Croissance du PIB réel par habitant (FMI)	3,1 %	2,8 %
Taux d'inflation moyen annuel (FMI)	5,3 %	2,7 %
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB, FMI)	-6,7 %	-4,9 %
Dette publique (en % du PIB, FMI)	68,0 %	69,7 %
Recettes publiques (en % du PIB, FMI)	19,8 %	19,0 %
Solde courant externe (en % du PIB, FMI)	-2,9 %	-3,0 %
Réserves en mois d'importations (FMI, Regional Economic Outlook) (UEMOA)	3,2 mois	3,3 mois



Les femmes transformatrices de poisson formées aux bonnes pratiques de traitement et de fumage

Les femmes transformatrices de poisson de Katanga (quartier périphérique de Lomé) ont bénéficié d'une formation axée sur la maîtrise des bonnes pratiques de transformation et l'utilisation de fours améliorés pour des conditions de production optimales.



L'initiative de cette formation s'inscrit dans le cadre du projet "Renforcement de la résilience au changement climatique des communautés côtières du Togo" (R4C-Togo) mis en œuvre par le gouvernement togolais avec l'appui de la FAO sur financement de la fenêtre LDCF du Fonds Mondial pour l'Environnement (FEM). Elle inclut également la mise à disposition de fours améliorés, notamment les fours FTT, permettant une utilisation plus rationnelle du bois. À travers ce projet, la FAO entend outiller ces 100 femmes transformatrices aux meilleures techniques de traitement et de fumage du poisson. Ces pratiques respectueuses de l'environnement permettront non seulement de préserver la santé et les ressources forestières, mais aussi d'améliorer la qualité des

produits et les revenus des bénéficiaires. "Il est essentiel de respecter un certain nombre de règles d'hygiène pour produire du poisson fumé, séché ou frit, et garantir ainsi un produit fini de bonne qualité, bénéfique pour la santé des consommateurs", partage Mme Kassim Bokobosso, formatrice de ces femmes transformatrices. Pour les participantes, cette formation suscite un réel sentiment de satisfaction et de reconnaissance envers les organisateurs. Une formation qui leur permet d'apprendre de nouvelles règles d'hygiène sur leurs lieux de travail, ainsi que les bons comportements à adopter dans leurs activités. "Avant, nous ne connaissions pas certaines bonnes pratiques. Cette formation nous a vraiment ouvert les yeux. Cette initiative de la FAO, vient renforcer une fois de plus nos compé-

tences de femmes transformatrices et améliorer nos conditions de travail", confie avec gratitude Ablavi Akakpo, une des femmes participantes. La formation vise également à offrir aux consommateurs un poisson de meilleure qualité, tout en protégeant la santé et l'environnement. Ces femmes s'affirment ainsi comme des actrices clés du développement durable au Togo. "Elles sont les piliers de l'économie halieutique locale. En maîtrisant ces nouvelles techniques de fumage, nous les amenons à devenir des actrices clés de la résilience climatique au Togo", a salué Kossi Kotchadjo, spécialiste Climat et Sauvegarde environnementale à la FAO Togo.

agridigitale.net

Cours des devises du vendredi 28 Août 2026

DEVISE	ACHAT	VENTE
Euro	655,957	655,957
Dollar us	559,750	566,750
Yen japonais	3,500	3,560
Livre sterling	761,750	768,750
Franc suisse	696,750	702,750
Dollar canadien	403,000	410,000
Yuan chinois	83,000	84,750
Dirham Emirats Arabes Unis	152,000	154,750

Source: BCEAO

Intégrité territoriale du Togo

L'opération Koundjoaré bouche les trous

Face à l'expansion des groupes armés terroristes dans le Sahel, le Togo a fait le choix d'une réponse anticipative et structurée.

Lancée en 2018, l'opération Koundjoaré est devenue le principal dispositif militaire déployé dans la région des Savanes pour préserver l'intégrité territoriale, sécuriser les frontières et protéger les populations. Soutenue par des investissements budgétaires importants et renforcée année après année, elle constitue aujourd'hui l'un des piliers de la stratégie nationale de défense. Lorsque la menace terroriste s'est progressivement rapprochée des frontières septentrionales, les autorités ont fait le choix de l'anticipation plutôt que de l'attentisme. C'est dans cette logique qu'a été lancée, en 2018, l'opération Koundjoaré, une vaste opération militaire conduite par les Forces armées togolaises (FAT) dans la région des Savanes.

Sa mission est claire : **défendre l'intégrité territoriale**. Au fil des années, ce dispositif est devenu le principal bouclier sécuritaire du nord du pays. Dotée d'une base juridique par arrêté interministériel, l'opération a connu un renforcement progressif de ses capacités opérationnelles grâce à l'acquisition de matériels de pointe, au déploiement de nouveaux équipements, à l'amélioration des moyens logistiques et à l'augmentation des effectifs mobilisés sur le terrain. Cette montée en puissance s'inscrit dans une stratégie visant à adapter en permanence les capacités des FAT à l'évolution d'une menace devenue plus mobile, plus diffuse et plus



complexe.

Effort financier

L'engagement de l'État se montre également dans l'effort financier consenti au profit du secteur de la défense. Selon la Loi de finances 2025, le ministère des Armées a déjà perçu 624,8 milliards de francs CFA sur les 722,3 milliards prévus par la Loi de programmation militaire. Ce niveau de mobilisation correspond à un taux d'exécution budgétaire de 86,5 %, marquant la priorité accordée au renforcement des capacités de défense nationales et au financement des opérations, notamment Koundjoaré. Mais réduire Koundjoaré à une simple opération militaire serait incomplet. Sur le terrain, les Forces armées togolaises développent également une approche de proximité destinée à consolider les relations avec les populations. Les services de santé militaires organisent régulièrement des consultations médicales gratuites, assurent des interventions chirurgicales au profit des personnes les plus démunies et mènent diverses actions humanitaires dans les communautés. Ces initiatives contribuent à améliorer l'accès aux soins dans des zones parfois éloignées des infrastructures sanitaires, tout en renforçant la confiance entre les populations ci-

viles et les forces de défense. Cette dimension humanitaire complète l'action sécuritaire en participant à la résilience des communautés confrontées aux conséquences des tensions régionales.

Un engagement humain considérable

L'opération Koundjoaré représente également cela. Derrière les équipements, les investissements et les questions budgétaires se trouvent des femmes et des hommes mobilisés quotidiennement pour assurer la sécurité du territoire, souvent au prix de lourds sacrifices. Au-delà de sa vocation défensive, ce dispositif participe indirectement à la préservation de l'activité économique, de la libre circulation des personnes et des biens, ainsi qu'à la continuité des services publics dans la région des Savanes. La sécurité demeure en effet un préalable indispensable au développement, à l'investissement et à la cohésion sociale. Près de huit ans après son lancement, l'opération Koundjoaré s'impose comme l'une des composantes majeures de la réponse togolaise à la menace terroriste.

Avec atlanticinfos

Le Togo en chiffres

Commerce extérieur du Togo (M USD, Banque Mondiale)



Dossier

Étudier hors d'Afrique : un business croissant... mais rentable ?

Chaque année, des centaines de milliers de jeunes Africains quittent le continent pour se former à l'étranger. Derrière cette mobilité se déploie une chaîne de valeur entière : admission, visas, logement, transport, assurance. Financer une formation internationale représente parfois plusieurs millions de francs CFA pour une famille. Reste à savoir si l'investissement est encore rentable.

Selon les dernières données de Campus France, plus de 500 000 étudiants d'Afrique subsaharienne étaient inscrits en 2022 dans des formations diplômantes à l'international, une hausse de 29 % par rapport à 2017. L'Union européenne restait leur première destination (145 000 étudiants, 29 % du total), la France en captant à elle seule 45 %. L'Hexagone demeure un marché majeur : en 2024-2025, il comptait 443 500 étudiants étrangers, soit près de 15 % de ses effectifs, en hausse de 3 % sur un an et de 17 % sur cinq ans. L'Afrique subsaharienne y affiche la plus forte progression (+7 % en un an), portée par le Bénin, le Nigéria, le Cameroun, Madagascar, la Guinée et la République démocratique du Congo (RDC). Derrière chaque étudiant qui franchit une frontière s'accumulent candidatures, visa, assurance, billet d'avion, logement, caution, installation, coût de la vie. Pour Gashy Metho, président de l'Association Ressources aux Étudiants Africains en France (AREAF), il ne faut plus parler d'une « explosion » uniforme des coûts, mais d'un renchérissement et d'un durcissement financier cumulatifs. Le coût réel d'un projet d'études est souvent sous-estimé « parce que l'on regarde principalement les frais de scolarité », alors qu'une famille doit tout additionner.

Une facture qui commence avant le départ

La contrainte s'est encore durcie : depuis le 1er août 2026, le niveau minimal de ressources exigé pour un visa étudiant en France est passé de 615 euros à 877,50 euros par mois, soit 10 530 euros sur douze mois, un niveau à démontrer, pas nécessairement à dépenser, mais une contrainte sup-



plémentaire bien réelle pour une famille africaine. Gashy Metho rapporte le cas d'une famille camerounaise préparant le départ de sa fille, admise dans une école privée, qui a dû réunir environ 5 875 millions de francs CFA de scolarité (environ 8 960 euros), 600 000 francs CFA d'accompagnement (environ 915 euros), 615 000 francs CFA de billet d'avion (environ 940 euros) et 520 000 francs CFA de loyer (environ 795 euros), soit entre 15 et 16 millions de francs CFA (environ 22 900 à 24 400 euros) au total. Il insiste : un cas particulier, non une moyenne, le coût variant selon le pays, l'établissement et le logement. « Depuis le 1er août 2026, le niveau minimal de ressources exigé pour un visa étudiant en France est passé de 615 euros à 877,50 euros par mois »

Une manne pour les pays d'accueil

Pour les pays de destination, cette mobilité pèse lourd. La dernière évaluation de Campus France, réalisée avec Kantar Public auprès de 9 992 étudiants internationaux (2022), estimait à 5 milliards d'euros l'apport financier brut lié à leur présence en France, et à 1,35 milliard d'euros l'apport net après dépenses publiques. Dépenses moyennes : 867 euros par mois ; frais de scolarité moyens, CVEC incluse : 2 822 euros. C'est, à ce jour, la dernière évaluation globale publiée sur le

sujet. La mobilité irrigue tout un écosystème dont chaque acteur capte une fraction. La question n'est donc plus le coût absolu de la mobilité, mais sa rentabilité pour celui qui en finance le pari.

Le diplôme ne garantit plus la carrière

Louise-Marie, 22 ans, étudiante en Licence Information-Communication à Lille, a choisi la France pour des raisons familiales et académiques, mais a découvert les coûts moins visibles de l'expatriation : « La principale difficulté a été la solitude et, surtout, le manque d'accompagnement que l'on peut ressentir lorsqu'on arrive dans l'enseignement supérieur. » Elle considère son parcours comme un investissement qui en valait la peine, mais pose une limite : « Je ne pense pas qu'un diplôme puisse, à lui seul, garantir une carrière professionnelle épanouissante. » Sa valeur dépend, selon elle, des stages, des langues, du réseau. Un diplôme comme « une base et non une finalité ».

Diplôme cher, emploi qui tarde

Pour Gashy Metho, une mobilité réussie ne devrait jamais s'évaluer à la seule obtention d'un diplôme, mais à la capacité de le transformer en capital professionnel, relationnel, parfois entrepreneurial. Il souligne que l'absence d'alternance fragilise l'équilibre financier de

l'étudiant et son insertion. Exemple tiré de son réseau, précise-t-il, et non d'une statistique représentative : sur huit jeunes diplômés ingénieurs issus du réseau de l'association, seuls deux avaient trouvé, plusieurs mois après le diplôme, un emploi correspondant à leur qualification, les six autres cherchaient encore. Un chiffre qui illustre une réalité : le coût d'une formation internationale est connu d'avance, son rendement professionnel ne l'est pas. À Paris-Dauphine, Kelany Monckeh (pôle Alumni et Partenariats) et Salma Pemboura (vice-présidente de Paris-Dauphine Afrique) font le même constat : « Faire des études à Paris-Dauphine, ce n'est pas seulement obtenir un diplôme : c'est aussi apprendre à valoriser ce parcours et à transformer les opportunités qui nous sont offertes en perspectives concrètes. » Leur association travaille l'ancrage professionnel, les alumni et l'ouverture sur l'écosystème, CV, codes du recrutement, négociation salariale, mentorat, networking. Le réseau devient un actif difficile à chiffrer, mais souvent déterminant.

« Valoriser ce parcours et à transformer les opportunités »

Et si l'excellence s'étudiait aussi en Afrique ?

Sur le continent, des établissements développent partenariats internationaux, programmes en anglais et doubles diplômes, non pour remplacer la mobilité, mais pour permettre à l'étudiant de choisir quand et pourquoi partir. Pour Yasmine Aboubacar Sedikhe Sy, Directrice générale adjointe du Groupe Supdeco Dakar : « Les familles n'achetaient pas une destination, elles achetaient une garantie de qualité académique, d'employabilité et de reconnaissance internationale du diplôme. » D'où sa conclusion : « La vraie question n'est donc pas de savoir comment retenir les

étudiants, car on ne retient pas une jeunesse, on la convainc ; elle est de savoir comment leur offrir, ici, ce qu'ils allaient chercher ailleurs. » Créé en 1993, Supdeco compte des campus à Dakar, Thiès, Saint-Louis, Banjul et Djibouti, plus de 3 500 étudiants et 400 professeurs. En juillet 2026, l'école a lancé avec HEC Paris les Classes Préparatoires d'Excellence HEC Paris × Groupe Supdeco Dakar, intégrées au BBA. Dakar ne « remplace » pas Paris, mais une partie de la préparation aux meilleures formations peut désormais se faire sur le continent.

« Dakar ne remplace pas Paris, mais une partie de la préparation aux meilleures formations peut désormais se faire sur le continent »

La « double littératie », nouvel argument africain

Pour Yasmine Aboubacar Sedikhe Sy, l'atout de ce modèle tient à la combinaison entre standards internationaux et connaissance du terrain : « Un diplômé de Supdeco comprend les chaînes de valeur africaines, les réalités de nos marchés, le poids du secteur informel, les transformations portées par le mobile money, les opportunités de l'intégration régionale et les codes culturels des affaires ouest-africaines, tout en maîtrisant les standards attendus à Paris, Londres ou Singapour. » Cette proximité peut devenir un avantage professionnel, dans une logique de parcours hybride : formation sur le continent, semestre d'échange, stage international, double diplôme. À Paris-Dauphine Afrique, Kelany Monckeh et Salma Pemboura estiment que « la question n'est plus forcément de savoir s'il faut « rentrer ou rester », mais plutôt de réfléchir à la manière dont nous pouvons construire des passerelles durables entre l'Afrique et sa diaspora ». Un travail mené avec d'autres, tels que Repat Africa ou Résonance Nord-Sud avec qui des collaborations ponctuelles ont été

menées. Une conception que rejoint Gashy Metho : « L'enjeu n'est donc pas uniquement le retour géographique des diplômés, mais la circulation des compétences, des réseaux et de la valeur entre l'Afrique et l'Europe ». Pour les établissements africains, le défi reste considérable : il faut démontrer qualité académique, reconnaissance des diplômes, employabilité. Le vrai test, ce sont les trajectoires des diplômés. Supdeco met en avant son réseau : plus de 15 000 diplômés à travers le monde.

« La question n'est plus forcément de savoir s'il faut « rentrer ou rester », mais plutôt de réfléchir à la manière dont nous pouvons construire des passerelles durables entre l'Afrique et sa diaspora »

Le marché de demain : l'excellence à domicile ?

Le retour sur investissement d'une mobilité ne peut plus se mesurer au seul prix d'une université étrangère : il doit intégrer le coût total, la qualité de la formation, le réseau, la reconnaissance du diplôme et les débouchés. C'est la conviction de Yasmine Aboubacar Sedikhe Sy : « La mobilité internationale reste une richesse, mais elle change de nature : adossée à un socle africain solide, elle cesse d'être un départ subi pour devenir un choix stratégique, ponctuel et réversible ». Le véritable bouleversement ne sera peut-être pas la fin de la mobilité, mais la fin de son caractère obligatoire. Si les établissements africains offrent qualité reconnue, réseaux solides et passerelles crédibles, l'étudiant africain pourra arbitrer autrement, partir pour enrichir son parcours, revenir pour valoriser ses compétences, ou construire sa carrière entre plusieurs territoires.

Forbes Afrique

Partenariat pour un gouvernement ouvert

Le Bénin prépare son premier Plan d'action national

Adhérent du Partenariat pour un gouvernement ouvert (Pgo) depuis janvier 2025, le Bénin poursuit l'élaboration de son premier Plan d'action national (Pan 1). Fruit d'une démarche de cocréation entre administrations, société civile, citoyens, secteur privé et partenaires techniques et financiers, ce document doit être validé d'ici la fin de l'année 2026.

Le futur Plan d'action national du Bénin (Pan 1) pour le Partenariat pour un gouvernement ouvert (Pgo) s'articule autour de quatre axes majeurs. Il s'agit de la transparence budgétaire et de la redevabilité, de l'accès à l'information et de la gouvernance numérique au service de l'inclusion et des droits numériques, de la lutte contre la corruption et de l'intégrité, ainsi que de la participation citoyenne et de l'accès à la justice. La construction du Pan 1 repose sur une démarche participative et multipartite. Les administrations publiques, les citoyens, les organisations de la société civile, les médias, le secteur privé et les partenaires techniques et financiers sont appelés à contribuer à la définition des priorités nationales de gouvernance ouverte. La feuille de route publiée par la direction générale du budget (Dgb) a prévu à cet effet des consultations de proximité. Du 29 juin au 6 juillet 2026,

elles étaient prévues dans 23 communes. Le dispositif retenu associe plusieurs catégories d'acteurs locaux : élus des conseils de supervision, personnes handicapées, cadres des secrétariats exécutifs communaux, représentants de la justice, notables et sages, relais communaux de la Chambre départementale d'agriculture et les associations d'artisans, les représentants du secteur privé. La composition des délégations vise à croiser les points de vue, les expériences et les expertises dans la définition des priorités du futur plan. La feuille de route prévoit notamment une représentation féminine minimale dans plusieurs catégories de participants. À l'échelle départementale, des consultations étaient prévues du 10 au 21 août dernier dans les douze départements, avec la participation des Conférences administratives départementales (Cad) et des autorités judiciaires.



Une démarche encadrée

Au-delà de la consultation, le processus prévoit un mécanisme destiné à suivre le devenir des propositions formulées par les participants. Une matrice de traçabilité est en cours d'élaboration afin de documenter leur prise en compte dans la suite des travaux. Un rapport intitulé « Ce qu'on a entendu, ce qui a été retenu, et le pourquoi » doit également rendre compte des choix opérés et des raisons qui les sous-tendent. Ce dispositif doit permettre de maintenir le lien entre les contributions recueillies au cours des consultations et les engagements qui

seront finalement inscrits dans le Plan d'action national. Cette mobilisation s'inscrit dans un cadre méthodologique destiné à organiser les différentes étapes de la cocréation. La feuille de route précise les activités à conduire, les

Vers la validation du premier Pan

espaces de dialogue et de consultation, les rôles et responsabilités des différentes instances ainsi que les échéances indicatives. Soutenu par plusieurs partenaires techniques et financiers, notamment la Giz, l'Unicef, l'Union européenne et le Pagof, le processus se poursuit avec la finalisation du projet de Pan 1. La phase d'adoption, prévue entre septembre et décembre 2026, doit comprendre un

atelier national de validation d'ici octobre, avant la soumission du document au Conseil des ministres pour approbation puis sa transmission officielle au Partenariat pour un gouvernement ouvert.

Le Bénin s'apprête ainsi à formaliser ses premiers engagements en matière de gouvernance ouverte, au terme d'un processus associant institutions publiques, société civile, citoyens, secteur privé et partenaires techniques et financiers.

La nation

Notation

Moody's révisé à la baisse la note du Sénégal à Caa2 avec perspective négative

L'agence de notation Moody's Ratings (Moody's) annonce avoir abaissé, vendredi 28 août 2026, les notations à long terme en devises étrangères et en monnaie locale du Sénégal, ainsi que la notation des titres de premier rang non garantis en devises étrangères, les faisant passer de Caa1 à Caa2, et a maintenu une perspective négative.

L'agence indique que la révision à la baisse de la note à Caa2 reflète son opinion selon laquelle les pressions croissantes en matière de refinancement, la détérioration de la capacité à supporter la dette et les perspectives limitées de réduction de la dette ont accru le risque de défaut, que ce soit en raison de tensions prolongées sur la liquidité ou d'un réaménagement de la dette impliquant les créanciers du secteur privé afin d'y remédier. À cela s'ajoute, d'après Moody's, le statu quo du partenariat avec le FMI. « Une situation qui a accru la dépendance au financement sur le marché régional pour couvrir des besoins de financement



représentant environ 25 % du PIB, augmentant ainsi le risque de refinancement et les charges d'intérêts tout en aggravant les pressions budgétaires dans un contexte de subventions élevées aux carburants », commente Moody's. L'agence estime que même un assainissement budgétaire soutenu ne permettra guère plus que de stabiliser la dette publique autour de 100 % du PIB jusqu'en 2028, les charges d'intérêts restant importantes. Au titre des perspectives, elles sont jugées « néga-

tives » reflétant les risques à la baisse. En effet, Moody's explique que la faible capacité de remboursement de la dette, le ralentissement de la croissance, les tensions politiques, le risque de paralysie institutionnelle, les pressions sociales et les risques liés à la sécurité régionale entravent l'assainissement budgétaire. Cependant, tempère la note de Moody's, l'aboutissement des négociations avec le FMI « faciliterait l'accès à des financements concessionnels et soutiendrait l'assainissement des finances publiques, de nouveaux retards augmenteraient la probabilité que le rétablissement de la viabilité de la dette nécessite.

Côte d'Ivoire

Société Générale reste la première banque de l'UMOA

Le rapport annuel de la Commission bancaire de l'UMOA confirme la position de Société Générale Côte d'Ivoire comme première banque de l'Union monétaire ouest-africaine (UMOA), devant une concurrence largement dominée par les groupes ivoiriens.

Selon le rapport annuel 2025 de la Commission bancaire de l'UMOA, l'organe chargé de la surveillance et du contrôle des établissements de crédit dans les pays membres de l'Union monétaire ouest-africaine, l'établissement ivoirien conserve la tête du classement des 135 banques de la zone avec un total de bilan de 3 783,4 milliards de francs CFA (5,8 milliards d'euros). Si le leadership de Société Générale CI demeure inchangé, la hiérarchie derrière elle connaît une profonde recomposition. La Banque nationale d'investissement (BNI) réalise ainsi la progression la plus spectaculaire : par rapport à l'exercice 2024, son bilan a bondi de 36,1 %, à 3 210,3 milliards de francs CFA (4,9 milliards d'euros), ce qui permet à l'établissement financier de gagner deux places et de s'installer au deuxième rang régional. NSIA Banque Côte d'Ivoire, longtemps dauphine, recule pour sa part à la troisième place malgré



une solide croissance de son bilan, porté à 3 076,1 milliards de francs CFA (4,7 milliards d'euros). Coris Bank International suit au quatrième rang avec 2 807,6 milliards de francs CFA (4,3 milliards d'euros), en hausse de 11,1 %, tandis que Banque Atlantique Côte d'Ivoire complète le Top 5 avec 2 418,7 milliards de francs CFA (3,7 milliards d'euros).

La montée en puissance de plusieurs acteurs régionaux

Le reste du classement confirme la montée en puissance de plusieurs acteurs régionaux. Ecobank Côte d'Ivoire conserve la sixième place devant la Banque malienne de solidarité, dont le bilan progresse de 18,9 %. La BIIC du Bénin signe quant à elle l'une des meilleures performances de l'année : avec une hausse de 24,8

%, elle gagne quatre rangs et intègre désormais la huitième place du classement. La Société ivoirienne de Banque et CBAO Groupe Attijariwafa Bank ferment le Top 10, tandis que Société Générale Sénégal en sort, reléguée au douzième rang. Au-delà des mouvements du classement, les données fournies par la Commission bancaire de l'UMOA illustrent surtout la prééminence de la Côte d'Ivoire dans le paysage bancaire ouest-africain : six des dix premières banques de l'UMOA y sont implantées, dont les trois premières. Au total, les dix leaders cumulent 24 939,9 milliards de francs CFA (38,0 milliards d'euros) de bilan, dans un marché régional qui atteint désormais 82 298,8 milliards de francs CFA (125,5 milliards d'euros), en progression de 14,1 % sur un an.



BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

vendredi 28 août 2026

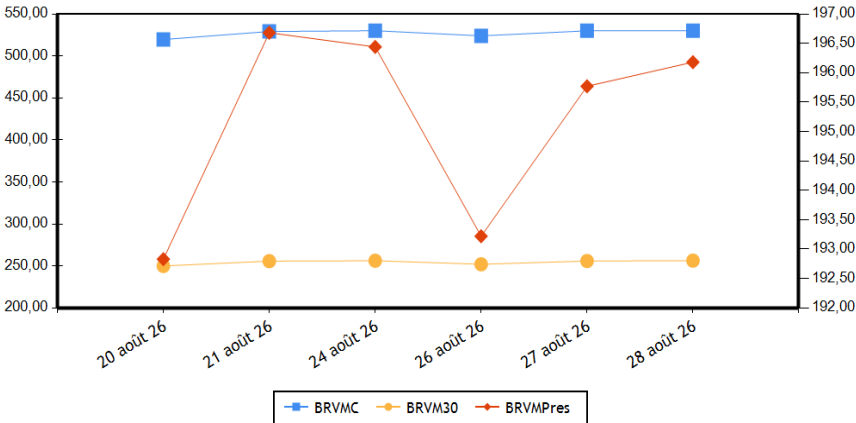
N° 162

BRVM COMPOSITE	530,06
Variation Jour	0,02 %
Variation annuelle	53,31 %

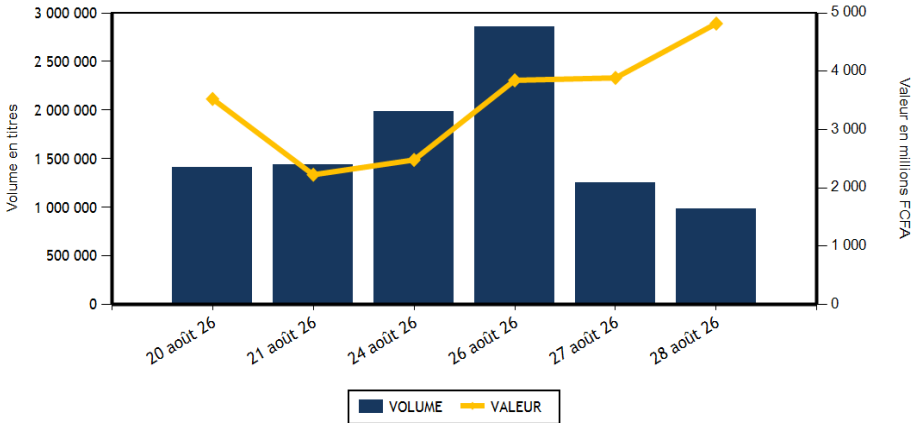
BRVM 30	256,35
Variation Jour	0,19 %
Variation annuelle	54,20 %

BRVM PRESTIGE	196,18
Variation Jour	0,21 %
Variation annuelle	36,00 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	20 439 935 837 565	0,02 %
Volume échangé (Actions & Droits)	732 946	-37,80 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	2 375 319 296	-23,60 %
Nombre de titres transigés	47	0,00 %
Nombre de titres en hausse	17	-19,05 %
Nombre de titres en baisse	22	10,00 %
Nombre de titres inchangés	8	33,33 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	12 923 945 069 677	0,06 %
Volume échangé	252 376	223,02 %
Valeur transigée (FCFA)	2 442 555 736	214,26 %
Nombre de titres transigés	13	44,44 %
Nombre de titres en hausse	4	100,00 %
Nombre de titres en baisse	1	
Nombre de titres inchangés	8	14,29 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NEI-CEDA CI (NEIC)	3 000	7,14 %	150,00 %
AFRICA GLOBAL LOGISTICS CI (SDSC)	2 750	4,36 %	81,52 %
EVIOSYS PACKAGING SIEM CI (SEMC)	1 500	3,45 %	114,29 %
PALM CI (PALC)	9 400	3,30 %	16,05 %
SAPH CI (SPHC)	9 500	3,26 %	20,25 %

PLUS FORTES BAISSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NESTLE CI (NTLC)	15 900	-5,92 %	49,30 %
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	65	-2,99 %	182,61 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	5 500	-2,57 %	110,73 %
BANK OF AFRICA CI (BOAC)	12 400	-2,36 %	72,70 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	6 495	-2,33 %	62,38 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	12	196,18	0,21 %	36,00 %	58 182	1 008 204 940	12,70
BRVM-PRINCIPAL (**)	35	384,70	-0,71 %	76,75 %	674 764	1 367 114 356	22,29

INDICE TOTAL RETURN

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - COMPOSITE TOTAL RETURN (**)	47	213,26	0,06 %	60,18 %	732 946	2 375 319 296	17,70

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	136,57	1,43 %	43,91 %	6 744	168 056 140	13,71
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	215,70	0,32 %	24,67 %	46 488	144 700 350	45,11
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	245,26	-0,88 %	68,15 %	581 274	1 414 015 371	17,20
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	281,57	-0,96 %	30,31 %	33 634	434 739 480	10,27
BRVM - INDUSTRIELS	6	219,59	2,45 %	65,94 %	46 969	102 076 075	117,53
BRVM - ENERGIE	4	176,26	-0,91 %	58,92 %	12 883	75 838 540	20,13
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	282,74	0,78 %	166,99 %	4 954	35 893 340	26,53

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché (**)	17,70
Taux de rendement moyen du marché	5,76
Taux de rentabilité moyen du marché	5,81
Nombre de sociétés cotées	47
Nombre de lignes obligataires	204
Volume moyen annuel par séance	1 916 393,00
Valeur moyenne annuelle par séance	2 786 612 238,12

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	20,15
Ratio moyen de satisfaction	28,78
Ratio moyen de tendance	142,81
Ratio moyen de couverture	70,02
Taux de rotation moyen du marché	0,06
Prime de risque du marché	-0,10
Nombre de SGI participantes	37

Voitures électriques

Gare aux mauvaises surprises à la recharge

Recharger une voiture électrique ne signifie pas que toute l'électricité payée finit dans sa batterie. Des tests montrent des pertes allant jusqu'à 25%.

Des tests de l'ADAC, le plus grand club automobile d'Allemagne, sur plusieurs modèles montrent des pertes allant de 5% à près de 25%, avec des différences spectaculaires selon la voiture et surtout le mode de recharge. Ainsi, la recharge sur une prise domestique est nettement moins efficace, en raison notamment de sa faible puissance (entre 2,3 et 3,7 kW).

Pourquoi? Parce qu'une batterie stocke du courant continu, alors que le réseau domestique fournit du courant alternatif. La conversion consomme elle-même de l'énergie, sans compter les pertes dans les câbles et la batterie ainsi que la consommation des différents systèmes qui restent actifs pendant toute la recharge. Plus la recharge est lente, plus ces équipements fonctionnent et gaspillent de l'énergie. L'ADAC a comparé cinq modèles dans différentes conditions. Le résultat est sans appel: la prise électrique domestique classique est de loin la solution la moins efficace, alors que la wallbox (11kW) réduit fortement les pertes.

Mercedes CLA, dernière de la classe

C'est la Mercedes CLA 350 EQ qui affiche le résultat le plus spectaculaire. Branchée sur une prise domestique, elle perd 24,2% de l'électricité prélevée. En clair, près d'un kilowattheure payé sur quatre ne se retrouve pas dans la batterie. L'explication tient notamment à son chargeur embarqué: sur une prise classique, la Mercedes ne tire que 8 ampères, contre 10 pour les autres voitures testées. La recharge s'éternise et les équipements électroniques restent donc alimentés plus longtemps. Avec une wallbox de 11 kW, le résultat change radicalement: les pertes tombent à 6,9%.

Renault R5: la championne avec une wallbox

La Renault R5 E-Tech perd encore 13,7% de l'énergie lorsqu'elle est branchée



• Recharge d'une voiture électrique : attention aux pertes d'énergie sur une prise domestique. AFP

sur une prise domestique. Mais elle devient la meilleure élève du test avec une wallbox de 11 kW: seulement 5,1% de pertes. En recharge photovoltaïque à puissance réduite, le chiffre remonte à 8%.

Tesla Model Y: la meilleure sur une prise domestique

Avec 12,7% de pertes, la Tesla Model Y obtient le meilleur résultat des cinq modèles lorsqu'ils sont branchés sur une prise domestique. Elle reste néanmoins deux fois moins efficace que lorsqu'elle utilise une wallbox de 11 kW, où les pertes chutent à 6,1%. En recharge photovoltaïque à puissance réduite, elles atteignent 9,4%.

Volvo EX30: charger plus vite est plus efficace

La Volvo EX30 perd 14,2% sur une prise classique, contre 7% sur une wallbox de 11 kW. Particularité intéressante: à 22 kW, les pertes diminuent encore légèrement, à 6,7%. Ce résultat tord le cou à une idée reçue: réduire la puissance de recharge n'économise pas nécessairement de l'électricité. Une recharge plus lente prolonge le fonctionnement des systèmes électroniques du véhicule et peut finalement augmenter les pertes.

Volkswagen ID.7: plus de 15% sur une prise

La Volkswagen ID.7 affiche 15,3% de pertes sur une prise domestique, soit le deuxième plus mauvais résultat du test derrière la Mercedes. Avec une wallbox de 11 kW, elles sont réduites à 6,9%. En

recharge photovoltaïque à puissance réduite, elles atteignent 10,6%.

Et les bornes rapides?

La recharge rapide en courant continu (DC) évite la conversion du courant à bord du véhicule, ce qui limite les pertes. Mais la température de la batterie entre alors en jeu: celle-ci peut devoir être chauffée ou refroidie, ce qui consomme également de l'électricité.

Lors d'un autre test portant sur quatre modèles, l'ADAC a mesuré des pertes globales de 5 à 15% en recharge rapide. Elles augmentent notamment lorsqu'une batterie froide doit être chauffée.

Comment consommer moins avec une électrique

L'ADAC conseille avant tout une conduite souple et anticipative. La vitesse est déterminante: passer de 100 à 120 km/h augmente en moyenne la consommation de 26%. Mieux vaut également laisser la voiture rouler sur son élan lorsque c'est possible plutôt que multiplier accélérations et freinages. En hiver, préchauffer l'habitacle pendant que la voiture est encore branchée permet de préserver l'autonomie. Les sièges et le volant chauffants sont aussi beaucoup moins énergivores que le chauffage de tout l'habitacle. Enfin, attention à l'aérodynamisme: une box de toit augmente la consommation d'environ 14% et un porte-vélos de toit avec deux bicyclettes d'environ 33%. Une pression correcte des pneus contribue également à limiter la consommation.

Avec lematin.ch

Monde

Les USA et le Venezuela signent un accord pétrolier historique

Washington et Caracas ont annoncé un accord qui verra les Etats-Unis prendre le contrôle majoritaire de plus de 65 milliards de barils des réserves du Venezuela.

Dans un message publié sur Truth Social, le président américain Donald Trump l'a qualifié de «plus grand accord pétrolier de l'histoire mondiale» qui doublerait, selon lui, les réserves pétrolières des Etats-Unis. Il précise que l'accord a été établi «en étroite collaboration avec la présidente par intérim du Venezuela, Delcy Rodriguez» et «au travers d'un partenariat avec des entreprises privées». Caracas a confirmé avoir signé un accord pétrolier «historique» avec les Etats-Unis, Mme Rodriguez remerciant «chaleureusement» Donald Trump dans un communiqué publié sur les réseaux sociaux. Selon elle, l'accord prévoit «de développer 17 champs stratégiques, avec un potentiel avéré de 65 milliards de barils de pétrole, un investissement de plus de 100 milliards de dollars et plus de 209 milliards de dollars de recettes fiscales pour l'Etat» vénézuélien.



• Sourires partagés après l'annonce d'un accord pétrolier historique entre les États-Unis et le Venezuela. AFP

la SPR fin février pour pallier les perturbations d'approvisionnement et la hausse des cours du brut liées à la guerre en cours au Moyen-Orient. Selon Donald Trump, «cette transaction historique» entre les Etats-Unis et le Venezuela permettra «de réduire considérablement le prix de l'essence pour tous les Américains, et ce pendant de nombreuses années». Le président américain assure par ailleurs que cet accord «ne coûtera rien aux contribuables américains».

La mainmise des États-Unis

Depuis le raid militaire américain qui a permis début janvier la capture de Nicolas Maduro, Donald Trump veut relancer l'exploitation des ressources pétrolières et gazières vénézuéliennes sous son propre patronage. Le gouvernement américain essaye de pousser les entreprises américaines à s'engager dans le pays, suscitant toutefois des réactions mitigées face aux lourds investissements nécessaires pour remettre en état les infrastructures pétrolières du pays et y extraire de l'or noir.

Une réticence suscitée aussi par les expropriations menées par le régime vénézuélien dans le passé. Le géant américain ExxonMobil l'a notamment été à deux reprises. «Le principal problème au Venezuela concernait la sûreté et la sécurité», a commenté auprès de l'AFP John Kilduff, ana-

lyste d'Again Capital. Selon lui, les Etats-Unis pourraient chercher avec cet accord à «créer une sorte de zone d'État où les entreprises américaines peuvent s'implanter, exercer leurs activités sans subir de répercussions, et (...) éliminer le risque politique qui accompagne habituellement les investissements au Venezuela».

Pour Jorge R. Pinon, chercheur à l'Energy Institute de l'Université du Texas à Austin, de nombreuses «zones d'ombre» subsistent toutefois, notamment le risque qu'un futur gouvernement vénézuélien change brutalement «les règles du jeu», remettant en cause tout accord actuel. «Ce sont des projets qui mettront très certainement de nombreuses années avant de voir le jour et de porter leurs fruits», estime par ailleurs l'expert pétrolier Oswaldo Felizzola.

Pour Elias Ferrer, fondateur du think tank Orinoco Research, cette annonce relève d'«un jeu de récits autour d'accords qui étaient déjà en cours de négociation», l'achat par les Etats-Unis de brut vénézuélien étant dans tous les cas «garanti». D'après l'expert, Donald Trump présente ces arrangements comme une victoire politique, en les inscrivant dans le contexte plus large du conflit au Moyen-Orient et de la flambée des prix de l'énergie.

Par AFP



PLATEFORME DE MISE EN RELATION AVEC DES EXPERTS SÉNIORS

Valorisons l'excellence. Sécurisons la souveraineté de notre expertise.

THE WEST OFFICE est la plateforme régionale exclusive dédiée à la mobilisation de « l'Or Gris ». Nous réunissons l'élite des praticiens de haut niveau, cadres émérites et hauts fonctionnaires, prêts à mettre leur immense expérience au service de missions stratégiques de conseil, d'audit et d'accompagnement pour les secteurs régaliens et privés.

L'INCLUSIVITÉ

Offrir à nos hauts profils une seconde vie professionnelle active, valorisante et à la hauteur de leur prestige.

LA CONTINUITÉ

Éviter les ruptures de compétences critiques dans la conduite des grands projets stratégiques du continent.

LE TRANSFERT

Garantir que chaque intervention senior devienne le socle du mentorat de la jeune génération de cadres.

**Vous avez plus de 15 ans d'expérience ?
Votre savoir est une richesse.**

**Rejoignez notre réseau sélectif
Continuez à impacter l'économie régionale**

L'excellence de l'expérience

Rejoignez l'élite des experts sur www.thewestoffice.com

**INSCRIVEZ-VOUS
GRATUITEMENT**

HOROSCOPE finance

Bélier L'appui de Saturne sera particulièrement bénéfique pour vos sous : les dettes que vous traînez comme un boulet depuis des mois pourraient être enfin épongées. Mais attention vers la fin de la journée : la planète Jupiter reviendra à la charge et vous poussera à dépenser à tort et à travers.

Taureau Avec Mercure en cette configuration, vous n'aurez aucun mal à équilibrer votre budget, et pourriez même bénéficier d'un apport d'argent imprévu et... bienvenu. Méfiez-vous, cependant, si vous avez des décisions financières importantes à prendre : Uranus sera mal aspecté ; attention, alors, au manque de lucidité ou à l'impulsivité !

Gémeaux Attention : vous serez d'humeur très dépensière sous l'impact de Vénus influençant le secteur argent. Si vous parvenez à résister à vos envies d'achats, vous aurez la satisfaction d'atteindre la fin du mois avec quelques économies, qui vous seront très utiles dans un avenir proche.

Cancer Avec cet aspect de Neptune, tout ira bien sur le front financier si vous évitez de prendre des décisions trop hâtives, et si vous vérifiez plutôt deux fois qu'une les contrats que vous signerez.

Lion Ceux d'entre vous qui ont eu du mal à gérer leur budget ces derniers temps devraient mieux s'en sortir grâce à Vénus. Attention, cependant, à Pluton mal aspecté, qui pourra vous mettre dans l'obligation de faire des dépenses imprévues pour votre domicile ou vos proches.

Vierge Les astres ne vous faisant pas de cadeau sur le plan financier aujourd'hui, vous devrez concentrer vos efforts en vue d'améliorer votre situation. Vous avez les qualités requises pour y arriver. Cependant, attention à ne pas compromettre vos chances en recourant à n'importe quel procédé. Soyez raisonnable ; et surtout ne vous jouez pas des lois, car cela ne vous amènerait que des ennuis.

Balance Sur le plan financier, attention à ne pas déséquilibrer gravement votre budget en faisant de petits achats inutiles. Apprenez à être économe, cela vous évitera bien des désagréments qui vous gâcheraient la vie.

Scorpion Vous vous démènerez pour améliorer votre standing, car il vous plaît toujours de montrer des signes extérieurs de richesse pour épater la galerie. Comme la chance sera de votre côté aujourd'hui, grâce au coup de pouce des astres, cela marchera fort pour vous. Attention cependant à ne pas continuer dans cette voie : "On se ruine souvent pour soutenir qu'on est riche" (Gustave Le Bon) !

Sagittaire Il serait plus avantageux pour vous de jouer les fournis plutôt que les cigales. Tirez parti des bons aspects planétaires qui domineront cette journée et pensez à effectuer des placements sûrs qui consolideront votre avenir matériel.

Capricorne Les influences astrales ne semblent pas vous être très bénéfiques dans le domaine financier aujourd'hui. Vous n'aurez pas l'esprit à thésauriser pour le moment. Au contraire, vous aurez tendance à dépenser à tort et à travers. Réfléchissez bien avant de prêter, et abstenez-vous d'emprunter. Si une opportunité touchant l'immobilier s'offre à vous, ne passez pas à côté.

Verseau Les influx cosmiques porteront votre acuité mentale à son apogée. Cela vous permettra de flairer et de saisir les nombreuses opportunités financières qui passeront à votre côté. Vous pourriez faire fortune.

Poisson Si les affaires vont comme vous le souhaitez, ne changez rien à leur fonctionnement actuel. Dans l'autre cas, recherchez-en les causes et analysez-les soigneusement avant de prendre une quelconque décision.

L'économiste du Togo
Premier Quotidien Économique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Agoè Assiyé non loin de la Poste
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT
Nicole ESSO
Vivien ATAHPABEM
Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

Opinion

La viabilité de la dette dont l'Afrique a besoin

Les réformes du Cadre de viabilité de la dette des pays à faible revenu doivent être mises en œuvre, à condition que n'être qu'une étape transitoire.

Depuis des années, des organisations comme la nôtre soulignent la nécessité d'une analyse de viabilité de la dette adaptée aux pays africains, plutôt que de renforcer des perceptions de risque dépassées et biaisées. Ce mois-ci, une opportunité s'est présentée. La Banque mondiale et le FMI ont proposé des réformes du Cadre de viabilité de la dette des pays à faible revenu (LIC-DSF). Certaines sont les bienvenues : il était grand temps de distinguer la pression sur la dette publique de la viabilité de la dette ; le module sur le risque de dette intérieure comble une véritable lacune ; et un traitement plus nuancé des notations « à haut risque » en fonction de l'horizon temporel et du type de vulnérabilité est utile.

Le véritable objectif est une analyse de la viabilité de la dette souveraine et universelle.

Or, il s'agit là d'améliorations apportées à un cadre dont les défauts fondamentaux persistent. Le problème central n'est pas simplement que le LIC-DSF puisse être trop conservateur. C'est qu'il reste plus efficace pour recenser les passifs et la vulnérabilité que pour évaluer dans quelle mesure l'emprunt peut créer une capacité de remboursement future. Un cadre de viabilité de la dette devrait en fin de compte se demander si un pays peut générer les ressources budgétaires et de change nécessaires pour honorer ses obligations sans sacrifier son développement. À cet égard, quatre problèmes subsistent. La distinction entre les pays à faible revenu et les pays ayant accès aux marchés n'a jamais été inévitable.

Avant le début des années 2000, il n'existait pas de méthodologie normalisée pour évaluer la viabilité de la dette. En 2002, le FMI a adopté un cadre unifié pour évaluer la viabilité de la dette publique et extérieure de l'ensemble de ses membres. Les pays à faible revenu étaient évalués selon ce même cadre général. Un processus sur mesure pour les pays à faible revenu (PFR) a été lancé en 2003 et a abouti, en 2005, à la distinction entre le cadre de viabilité de la dette des PFR (LIC-DSF) et le cadre applicable aux pays ayant accès aux marchés. La justification avancée était que les PFR s'appuyaient principalement sur des financements officiels concessionnels, tandis que les pays ayant accès aux marchés empruntaient sur les marchés internationaux des capitaux. Même à l'époque, cette distinction simplifiait la réalité. Aujourd'hui, elle est manifestement dépassée.

Un cadre obsolète

L'historique est également important car il remet en cause une hypothèse courante : celle selon laquelle des groupes de revenus différents nécessiteraient naturellement des méthodologies de viabilité de la dette fondamentalement différentes. La scission de 2005 était un choix politique et conceptuel adapté à un contexte de financement particulier. La question qui se pose dans le cadre de la présente révision est de savoir si ce choix améliore encore aujourd'hui la précision analytique.

Problématique n° 1 : le cadre traite les pays comme deux catégories distinctes d'emprunteurs

La plupart des États souverains africains combinent désormais des prêts concessionnels, des financements bilatéraux non concessionnels, des obligations nationales, des emprunts auprès de banques régionales de développement et des niveaux d'accès aux mar-



chés variables. Le Kenya illustre ce problème. Il a accédé au statut de pays à revenu intermédiaire inférieur vers 2014 et a depuis émis plusieurs euro-obligations. Pourtant, il est toujours évalué selon le cadre de viabilité pour les pays à faible revenu (LIC-DSF). Sa structure de financement est mixte ; l'architecture analytique reste binaire. Cela a son importance car cette dichotomie intègre une distinction catégorielle a priori qui ne correspond plus clairement à la manière dont les États se financent réellement. Cette distinction peut elle-même devenir un signal pour les marchés. Sur les 70 pays figurant sur la liste LIC-DSF du FMI de septembre 2025, 39 sont africains. Un cadre dont les cas sont ainsi concentrés sur un seul continent ne peut pas traiter les réalités du financement africain comme un cas marginal. Cette asymétrie se reflète également dans les résultats. En 2019, avant la pandémie de Covid-19, 64 pays dans le monde présentaient une dette publique supérieure à 60 % du PIB ; seul un tiers d'entre eux était africain. Pourtant, les douze pays de ce groupe classés par le FMI et la Banque mondiale comme présentant un risque élevé ou en situation de surendettement étaient tous africains. La solution devrait donc aller au-delà d'un simple alignement technique entre les deux systèmes. La révision devrait tracer la voie vers un cadre universel d'évaluation de la viabilité de la dette souveraine : une trame analytique commune assortie de modules différenciés en fonction des structures de financement réelles et des

caractéristiques de risque, et non de la classification par niveau de revenu.

Un outil autoréalisateur ?

Problématique n° 2 : un outil d'alerte que les marchés traitent comme un verdict.

Depuis 2005, plus d'un tiers des utilisateurs du cadre de viabilité pour les pays à faible revenu (LIC-DSF) ont reçu une note de « risque élevé » au cours d'une année donnée. Seuls environ 5 % de ces cas ont été suivis d'une situation de surendettement effective au cours des deux années suivantes. Pour l'Afrique, 55 % ont été notés « risque élevé » et 15 % ont connu une situation de surendettement. Cela ne signifie pas pour autant que le cadre se trompe dans ses prévisions de défaut. Les systèmes d'alerte précoce pour des événements rares produiront toujours de nombreux cas non concrétisés. Le problème réside dans l'utilité décisionnelle : que se passe-t-il lorsqu'un signal de précaution sort du cadre et que les créanciers, les marchés ou les bailleurs de fonds le traitent comme un verdict de défaut à court terme ? Les coûts d'emprunt peuvent augmenter, les échéances se raccourcir et l'accès au financement se restreindre. Un outil conçu pour signaler une vulnérabilité peut ainsi contribuer à la fragilité contre laquelle il met en garde. Le cadre d'accès aux marchés indique déjà une meilleure approche. Depuis sa refonte en 2021, il utilise des évaluations pondérées par la probabilité sur différents horizons temporels plutôt qu'une notation caté-

gorielle unique. Le LIC-DSF devrait évoluer dans la même direction, tandis que le FMI et la Banque mondiale testent empiriquement dans quelle mesure les classifications « à haut risque » elles-mêmes affectent les coûts d'emprunt et pendant combien de temps.

Problématique n° 3 : une boucle de rétroaction susceptible d'ancrer une mauvaise évaluation des prix.

L'amélioration proposée du LIC-DSF ajoute une variable reliant les coûts d'emprunt à l'étranger à la part de la dette extérieure dans la dette publique. En soi, cela semble raisonnable. Mais cette variable s'ajoute à un indicateur composite déjà fortement ancré dans l'Évaluation des politiques et des institutions nationales de la Banque mondiale, une évaluation qualitative réalisée par ses services sur la qualité des politiques et des institutions. Cela crée un risque de circularité. Si les coûts d'emprunt sont élevés en partie à cause d'une mauvaise évaluation des prix par le marché, de primes de risque régionales ou de perceptions contestables de faiblesse institutionnelle, réinjecter ces coûts dans un score de capacité peut ancrer cette distorsion. Un score plus faible abaisse les seuils, rend plus probable une classification à haut risque et peut faire grimper encore davantage les coûts d'emprunt. À tout le moins, les variables relatives aux coûts d'emprunt devraient être testées à l'aide de garde-fous tels que des données ajustées en fonction des fondamentaux, des références régionales et des filtres pour éliminer les valeurs aberrantes en matière de tarification. Plus fondamentalement, les deux cadres devraient réduire le recours à des mesures fondées sur des perceptions subjectives et accorder davantage de poids aux mesures directement observables de la capacité

souveraine.

La prise en compte du climat

Problématique n° 4 : la dette est suivie, mais ce qu'elle permet de construire ne l'est pas

Il s'agit là d'une lacune conceptuelle plus profonde. Le LIC-DSF suit les passifs avec une rigueur considérable, mais rend mal compte de ce que les emprunts financent : les actifs productifs, la résilience, les capacités et les flux de revenus futurs susceptibles d'accroître la capacité de remboursement d'un pays. Les infrastructures mettent ce problème en évidence. Les systèmes énergétiques, les corridors de transport et les actifs résilients au changement climatique peuvent accroître la productivité, les exportations et les recettes publiques. Le passif est immédiatement intégré au cadre ; le rendement productif est quant à lui différé, incertain ou ne relève pas du signal principal. Il en résulte une image incomplète. Le même problème s'applique au capital naturel. Les modules climatiques existants traitent largement le climat comme une vulnérabilité ou un choc. Ils ne s'interrogent pas suffisamment sur la manière dont le capital naturel ou les infrastructures productives peuvent accroître la capacité de supporter la dette. Or, il ne suffit pas d'inscrire les actifs de l'autre côté du bilan. Deux pays peuvent disposer de richesses minérales ou d'hydrocarbures similaires et présenter des capacités de remboursement très différentes selon qui contrôle l'actif et capte la valeur qu'il génère. Le Tchad et la Tanzanie illustrent ce spectre : le capital naturel peut

Suite à la page 11

Suite de la page 10

général, principale-ment des redevances et des impôts sous contrôle étranger, ou bien il peut conférer à l'État un droit de participation au capital et une captation nationale plus forte. L'existence de l'actif n'est pas synonyme d'accès souverain à ses rendements. Le cadre dont l'Afrique a besoin doit donc suivre le mécanisme de transmission : à quoi la dette a-t-elle servi ? Quel actif ou quelle capacité a-t-elle créé ? Quelle activité productive en découle ? Quels revenus, exportations ou devises cette activité génère-t-elle ? Et quelle part de cette

valeur est captée fiscale-ment et au niveau national de manière à renforcer la capacité de rembourse-ment ? Il ne s'agit pas ici de préconiser de considé-rer tous les emprunts liés aux infrastructures ou adossés à des ressources comme une « bonne dette ». Il s'agit plutôt de dis-tinguer la dette qui se contente d'alourdir le pas-sif de celle qui renforce de manière démontrable les capacités permettant d'assurer le service de ce passif.

Le cadre dont l'Afrique a réelle-ment besoin

Prises dans leur ensemble, ces réformes pointent vers une conception différente de la viabilité de la dette.

L'Afrique n'a pas besoin d'un cadre plus laxiste. Elle a besoin d'un cadre plus complet : universel plutôt que segmenté par niveau de revenu ; probabi-liste plutôt que catégorique ; suffisamment indépen-dant pour ne pas repro-duire les erreurs d'évalua-tion qu'il est censé évaluer ; et capable d'analyser les passifs parallèlement aux actifs et à la capacité pro-ductive qu'ils créent.

Il y a également une leçon de gouvernance à tirer. Le cadre LIC-DSF a été conçu principalement par le personnel du FMI et de la Banque mondiale, puis approuvé par des institu-tions au sein desquelles les pays à faible revenu dis-posent d'un pouvoir déci-sionnel limité. Les pays à faible revenu ont été consultés lors du proces-

sus de conception initial, mais ce ne sont pas eux qui ont eu le dernier mot.

Un cadre régissant le financement du dévelop-pement de manière aussi déterminante devrait être élaboré conjointement par les pays qu'il évalue. Un cadre de viabilité de la dette devrait en fin de compte se demander si un pays peut générer les res-sources budgétaires et de change nécessaires pour honorer ses obligations sans sacrifier son déve-loppement. Le calibrage initial reflétait également une asymétrie qui reste d'actualité. Des seuils plus prudents réduisaient la probabilité d'une situa-tion de surendettement, mais impliquaient un besoin accru de subven-tions pour remplacer les emprunts que les pays ne

pouvaient plus contrac-ter en toute sécurité. En l'absence d'engagements fermes de la part des bail-leurs de fonds pour fournir ce financement supplé-mentaire sous forme de subventions, le coût en termes de développement de cette prudence a été de fait répercuté sur les pays à faible revenu. C'est pré-cisément pour cette raison que la représentation dans la conception du cadre n'est pas une simple for-malité : les choix en ma-tière de tolérance au risque répartissent des coûts réels. Plusieurs réformes désormais proposées par le FMI et la Banque mon-diale devraient être mises en œuvre. Mais elles doivent être considérées comme une étape. Le véri-table objectif est une ana-lyse de la viabilité de la dette souveraine et univer-

selle, fondée sur les structures de finan-cement réelles, une évaluation rigoureuse à la fois de la vulné-rabilité actuelle et de la capacité de rem-boursement future, ainsi qu'un véritable pouvoir de décision pour les pays dont elle façonne les choix de développement.

Hannah Ryder est directrice générale de Development Reimagined, un cabinet de conseil en déve-loppement interna-tional dirigé par des Africains.

Trevor Lwere est analyste de recherche et de coordination chez Development Reimagined.

Liga

Le FC Barcelone va recruter Gabriel Jesus !

Le FC Barcelone a conclu un accord avec Arsenal pour le transfert de Gabriel Jesus, dont le contrat à Londres expirait en 2027.

En tant que numé-ro 9, il (Raphinha, NDLR) initie le pressing. Il le fait très bien. C'est l'un de nos leaders, il sait parfaitement quand se lancer et tout le monde suit son exemple. Il est très efficace devant le but. Ce n'est pas un problème pour lui ». Tels étaient les propos d'Hansi Flick en conférence de presse plus tôt ce dimanche, confir-mant qu'il a totalement confiance en Raphinha pour occuper le poste de numéro 9. Il a aussi confirmé que le jeune Hamza Abdelkarim aurait du temps de jeu à ce spote.

Mais on le sait, et il l'avait déjà confirmé à plusieurs reprises plus tôt cet été, l'entraîneur allemand souhaitait un numéro 9 pour remplacer Robert Lewandowski mais aussi Ferran Torres. Et ce, alors que certains médias cata-lans affirmaient que pour



@Maxppp

les dirigeants du Barça, c'était Julián Álvarez ou rien. Mais les décideurs catalans ont visiblement changé d'avis, puisque Mundo Deportivo et Fa-brizio Romano viennent de dévoiler une petite bombe.

Le Barça a enfin choisi son 9

Effectivement, le FC Bar-celone va s'offrir Gabriel Jesus, l'attaquant brésilien d'Arsenal. Un accord a été trouvé avec les Gunners pour un transfert autour

des 10 millions d'euros. Il est le joueur choisi pour couvrir le vide laissé par le départ de Robert Lewan-dowski, et est donc l'alter-native finale à Julián Álva-rez. Son contrat à Arsenal expire en 2027, et il n'est pas essentiel aux yeux de Mikel Arteta, ce qui explique le prix relative-ment peu élevé. Le Barça s'est aussi renseigné sur l'état de son genou après ses blessures récentes, et a été rassuré par les retours qui lui ont été faits. De son côté, le joueur rêvait de rejoindre le club cata-lan et a poussé pour que le transfert se fasse. La sai-son dernière, l'ancien de Palmeiras a inscrit 3 buts en 14 rencontres de cham-pionnat, et la concurrence à Arsenal l'a poussé à se chercher un nouveau point de chute cet été, lui qui a aussi été annoncé du côté de Naples. Une opération éclair !

Avec Footmercato

Süper Lig

Galatasaray s'offre le gros coup Rafael Leão pour moins de 40 M€ !

Après sept ans de bons et loyaux services à l'AC Milan, Rafael Leão quitte officielle-ment la Lombardie et l'Italie. L'ailier portugais âgé de 27 ans file en Turquie et signe à Galatasaray pour un montant de 38 millions d'euros.

La longue histoire entre Rafael Leão et l'AC Milan est officiellement terminée. Arrivé en provenance du LOSC en août 2019 contre près de 50 millions d'euros, l'ailier âgé de 27 ans quitte le club lombard. Alors qu'Aston Villa a tenté de le détourner vers Birmingham, l'international portugais (49 sélec-tions) a finalement choisi de respecter l'accord ficelé avec Galatasaray et s'est engagé avec les champions de Turquie contre 45 millions d'euros et cinq millions d'euros de bonus.

« Un accord a été conclu avec AC Milan S.p.A. concernant le transfert du footballeur profes-sionnel Rafael Alexandre Da Conceição Leão. Un transfert fixe de 38 000 000 € sera payé au club du joueur. De plus, 20 % des bénéfices d'une éventuelle vente future du joueur seront payés à AC Milan S.p.A. Un contrat de 4 ans a été signé par le joueur, effectif à partir de la saison 2026-2027. Selon l'accord, le joueur percevra un salaire net garanti de 10 000 000 €



pour chaque saison. », a annoncé le club turc, futur adversaire du Paris Saint-Germain et de Lille lors de la phase de ligue, en Ligue des Champions.

Un énorme coup pour Galatasaray

Ce transfert vient mettre fin à sept saisons tumultueuses de Leão à Milan. Apparu à 293 reprises sous les couleurs rossoneri, le joueur formé au Sporting Portugal affiche des statis-tiques plus qu'honorables avec la formation italienne : 80 buts, 65 passes déci-sives, un Scudetto lors de l'exercice 2021/2022 - où il a notamment remporté le titre de MVP de Serie A - et une Supercoupe d'Italie en 2025. Mais malgré sa présence quasi systéma-tique dans le XI milanaïsi, en dépit des nombreux

entraîneurs passés sur le banc rouge et noir lors des dernières saisons, son ren-dement n'a pas toujours été apprécié à Milan, où il a souvent été la cible des critiques des médias transalpins. Annoncé qua-siment chaque été sur le départ, Rafael Leão a fina-lement fait ses bagages en cette fin août 2026, direc-tion Istanbul. À Galatasa-ray, Leão touchera notam-ment un salaire estimé entre 10 et 12 millions d'euros nets par saison et disputera à nouveau la C1 aux côtés d'un autre an-cien joueur de Lille, Vic-tor Osimhen. De son côté, l'AC Milan va désormais entamer une nouvelle ère, après la vente de l'un des attaquants les plus impor-tants de son histoire sur la dernière décennie.

Avec Footmercato

Le Togo en chiffres

DEVELOPPEMENT ET INEGALITES

	Pays	Afrique
PIB/habitant (PMA, 2023)	1 001 USD	1 680 USD
Classement IDH (PNUD, 2022)	163/183	-
Coefficient de GINI (BM, 2021)**	37,9	-
Part de la population disposant de moins de 2,15 USD par jour (BM, 2021)	26,6%	36,7% (2019)
Taux d'alphabétisation des adultes (BM, 2019)	67%	60%
Nombre moyen d'années de scolarité (NU, 2022)	5,6 ans	6 ans (2022)
Part de l'emploi vulnérable (BM, 2022)	71%	75%
Part de la population urbaine vivant dans des bidonvilles (BM, 2020)	39%	51%
APD nette par habitant (BM, 2022)	49 USD	49 USD
Taux d'inclusion financière (BM, 2021)**	49,6%	55,1%

INFRASTRUCTURES

	Pays	Afrique
Taux d'accès à l'électricité (BM, 2022)	57,2%	51,4%
Taux d'accès à l'eau potable (BM, 2022)	71%	65%
Taux d'accès aux services d'assainissement de base (BM, 2022)	19%	35%
Classement Africa Infrastructure Development Index (AIDI, AIDI 2022)	43/54	-
Classement Transport Index (BM, 2022)	28/54	-
Taux d'abonnement à la téléphonie mobile (BM, 2022)	74%	69%
Part de la population utilisant Internet (BM, 2022)	30%	37% (2023)
Indice de performance logistique (BM, 2023)*	2,5	2,5

SANTÉ ET SECURITE ALIMENTAIRE

	Pays	Afrique
Nombre de médecins pour 1 000 habitants (OMS, 2018-2022)	0,08	0,26
Cas estimés de paludisme pour 1 000 habitants à risques (OMS, 2022)	231	223
Prévalence de la sous-alimentation dans la population totale (FAO, 2021-2023)	12,8%	19,9% (2022)

Classements d'indicateurs de gouvernance

	Pays	Afrique
Transparency International 2023	126/180	-
Mo Ibrahim 2023	22/54	-
Reporters sans frontières 2024	113/180	-

Le Togo est le 17^e exportateur de soja bio vers l'Union Européenne (UE), avec un volume estimé à 99 747 tonnes en 2023, selon le rapport EU Imports of organic agro-food products, Agri-development n° 2023 (Commission de l'UE).

* L'indice de la Banque mondiale évalue le niveau de services qui soutiennent le mouvement physique des marchandises à l'intérieur et à l'extérieur des frontières. Il varie selon 5 performances : infrastructures, logistique, douanes, efficacité des procédures et performance logistique.

** Source : tressor.economie.gouv.fr



FORUM INTERNATIONAL DE L'INTERMÉDIATION,
DU NUMÉRIQUE ET DE L'INNOVATION (FONI)



THÈME

FINANCEMENT DES SECTEURS AGRICOLE, IMMOBILIER ET MINIER EN AFRIQUE

19 au 22 Oct. 2026

Conakry, Guinée

- ▶ **Master Class 1**
« La Clinique du Droit »
- ▶ **Master Class 2**
« Marketing, Digitalisation
et Distribution
des Produits & Services Financiers
à l'Ère de l'IA »
- ▶ **Master Class 3**
« Financial Lab : Maîtriser l'Art du Financement »
- ▶ **Master Class 4**
« L'Atelier de l'Entrepreneur »

BONUS

- Un annuaire du forum
- Des sessions de networking dédiées
- Une communication sur mesure



+224 627 55 63 98

inscriptions@foni.africa

+228 93 03 36 36

inscriptions sur www.foni.africa

Organisé par



Organisé par **AFRIK FINANCES** : Leader de l'Intermédiation en Afrique